



## Pas de douleur, pas de grain: Le retour de Poutine sur la mer Noire

Après que l'attaque militaire occidentale sur Sébastopol ait brièvement interrompu les transports de céréales russes, Moscou est de retour aux affaires avec une main plus forte et des conditions plus favorables.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 05 novembre 2022

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique](#)

[du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Le président turc Recep Tayyip Erdogan décroche son téléphone et appelle son homologue russe Vladimir Poutine : parlons de « l'accord sur les céréales ». Poutine, froid, calme et posé, explique les faits au sultan :

Premièrement, la raison pour laquelle la Russie s'est retirée de l'accord d'exportation de céréales.

Deuxièmement, Moscou souhaite qu'une enquête sérieuse soit menée sur l'attaque - terroriste - de la flotte de la mer Noire, qui semble à toutes fins utiles avoir violé l'accord.

Enfin, Kiev doit garantir qu'il respectera l'accord négocié par la Turquie et les Nations unies.

Ce n'est qu'alors que la Russie envisagerait de revenir à la table des négociations.

Et puis - aujourd'hui, 2 novembre - le coup de théâtre : Le ministère russe de la défense annonce que le pays revient sur l'accord sur les céréales de la mer Noire, après avoir reçu les garanties écrites nécessaires de Kiev.

Le ministère de la Défense, de manière très diplomatique, a salué les « efforts » de la Turquie et de l'ONU : Kiev s'est engagé à ne pas utiliser le « couloir maritime humanitaire » pour des opérations de combat, et uniquement conformément aux dispositions de l'initiative de la mer Noire.

Moscou a déclaré que ces garanties sont suffisantes « pour le moment ». Ce qui implique que cela peut toujours changer.

### La persuasion du sultan fait mouche

Erdogan a dû être extrêmement persuasif avec Kiev. Avant l'appel téléphonique à Poutine, le ministère russe de la Défense avait déjà expliqué que l'attaque contre la flotte de la mer Noire avait été menée par 9 drones aériens et 7 drones navals, ainsi que par un drone d'observation américain RQ-4B Global Hawk guettant dans le ciel au-dessus des eaux

neutres.

L'attaque s'est déroulée sous le couvert de navires civils et a visé les navires russes qui escortaient le corridor céréalier dans le périmètre de leur responsabilité, ainsi que les infrastructures de la base russe de Sébastopol.

Le ministère de la Défense a explicitement [désigné](#) les experts britanniques déployés sur la base d'Ochakov, dans la région de Nikolaev, comme les concepteurs de cette opération militaire.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, le représentant permanent Vassily Nebenzya s'est déclaré « surpris » que les dirigeants de l'ONU « n'aient pas réussi non seulement à condamner les attaques terroristes, mais même à exprimer leur préoccupation à leur sujet. »

Après avoir déclaré que l'opération de Kiev sur la flotte de la mer Noire, organisée par la Grande-Bretagne, « mettait fin à la dimension humanitaire des accords d'Istanbul », M. Nebenzya a également précisé :

« Nous comprenons que l'Initiative céréalière de la mer Noire, sur laquelle la Russie, la Turquie et l'Ukraine se sont mises d'accord sous la supervision de l'ONU le 22 juillet, ne doit pas être mise en œuvre sans la Russie, et nous ne considérons donc pas les décisions qui ont été prises sans notre participation comme contraignantes. »

Cela signifie, en pratique, que Moscou « ne peut pas autoriser le passage sans entrave de navires sans notre inspection. » La question cruciale est de savoir comment et où ces inspections seront effectuées - la Russie ayant averti l'ONU qu'elle inspecterait certainement les cargos secs en mer Noire.

De son côté, l'ONU a tenté de faire bonne figure, estimant que la suspension de la Russie est « temporaire » et se réjouissant d'accueillir à nouveau « son équipe hautement professionnelle » au Centre commun de coordination.

Selon le chef de l'action humanitaire, Martin Griffiths, l'ONU se déclare également « prête à répondre aux préoccupations ». Et il faut que ce soit bientôt, car l'accord atteint son point de prolongation de 120 jours le 19 novembre.

Eh bien, « répondre aux préoccupations » n'est pas exactement le cas. Le représentant permanent adjoint de la Russie, Dmitry Polyansky, a déclaré que, lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, les pays occidentaux ne pouvaient tout simplement pas nier leur implication dans l'attaque de Sébastopol ; au lieu de cela, ils ont tout simplement accusé la Russie.

## Jusqu'à Odessa

Avant son entretien téléphonique avec Erdogan, Poutine avait déjà [souligné](#) que « 34% des céréales exportées dans le cadre de l'accord vont à la Turquie, 35% aux pays de l'UE et seulement 3 à 4% aux pays les plus pauvres. Est-ce pour cela que nous avons tout fait ? »

C'est exact. Par exemple, 1,8 million de tonnes de céréales sont allées en Espagne, 1,3 million de tonnes en Turquie et 0,86 million de tonnes en Italie. En revanche, seulement 0,067 tonne est allée au Yémen « affamé » et 0,04 tonne à l'Afghanistan « affamé ».

Poutine a précisé que Moscou ne se retirait pas de l'accord sur les céréales, mais qu'elle avait seulement suspendu sa participation.

Dans un autre geste de bonne volonté, Moscou a annoncé qu'elle était disposée à expédier gratuitement 500 000 tonnes de céréales aux nations les plus pauvres, afin de remplacer la quantité intégrale que l'Ukraine aurait dû être en mesure d'exporter.

Pendant tout ce temps, Erdogan a habilement manœuvré pour donner l'impression qu'il occupait le terrain le plus élevé : même si la Russie se comporte de manière « indécise », comme il l'a défini, nous poursuivrons l'accord sur les céréales.

Il semble donc que Moscou ait été mis à l'épreuve – par l'ONU et par Ankara, qui se trouve être le principal bénéficiaire de l'accord sur les céréales et profite clairement de ce corridor économique. Des navires continuent de partir d'Odessa vers les ports turcs – principalement Istanbul – sans l'accord de Moscou. On s'attendait à ce qu'ils soient « filtrés » par la Russie à leur retour à Odessa.

Le moyen de pression russe immédiat a été déclenché en un rien de temps : empêcher Odessa de devenir un nœud d'infrastructures terroristes. Cela signifie des visites constantes par des missiles de croisière.

Eh bien, les Russes ont déjà « visité » la base d'Ochakov occupée par Kiev et les experts britanniques. La base d'Ochakov, située entre Mikolaïv et Odessa, a été construite en 2017, avec une contribution américaine importante.

Les unités britanniques qui ont participé au [sabotage des Nord Streams](#) – selon Moscou – sont les mêmes qui ont planifié l'opération Sébastopol. Ochakov est constamment espionné et parfois frappé depuis des positions que les Russes ont dégagées le mois dernier à seulement 8 km au sud, à l'extrémité de la péninsule de Kinburn. Et pourtant, la base n'a pas été totalement détruite.

Pour renforcer le « message », la véritable réponse à l'attaque de Sébastopol a été cette semaine les « visites » incessantes de l'infrastructure électrique de l'Ukraine ; si elles sont maintenues, la quasi-totalité de l'Ukraine sera bientôt plongée dans le noir.

## Fermeture de la mer Noire

L'attaque de Sébastopol a peut-être été le catalyseur d'une manœuvre russe visant à fermer la mer Noire – Odessa devenant une priorité absolue pour l'armée russe. Dans toute la Russie, on se demande sérieusement pourquoi Odessa, ville russophone, n'a pas fait l'objet d'une attaque ciblée auparavant.

L'infrastructure de pointe des forces spéciales ukrainiennes et des conseillers britanniques est basée à Odessa et Mikolaïv. Maintenant, il ne fait aucun doute qu'elles seront détruites.

Même si, en théorie, l'accord sur les céréales est à nouveau sur les rails, il est vain d'attendre de Kiev qu'il respecte les accords. Après tout, chaque décision importante est prise soit par Washington, soit par les Britanniques de l'OTAN. Tout comme le bombardement du [pont de Crimée](#), puis des Nord Streams, l'attaque de la flotte de la mer Noire a été conçue comme une sérieuse provocation.

Les brillants concepteurs semblent toutefois avoir un QI inférieur à la température des

réfrigérateurs : chaque réponse russe plonge toujours davantage l'Ukraine dans un trou inéluctable – et désormais littéralement noir.

L'accord sur les céréales semblait être une sorte de gagnant-gagnant. Kiev ne contaminerait plus les ports de la mer Noire après leur déminage. La Turquie est devenue une plaque tournante du transport de céréales pour les nations les plus pauvres (en fait, ce n'est pas ce qui s'est passé : le principal bénéficiaire a été l'UE). Et les sanctions contre la Russie ont été allégées pour l'exportation de produits agricoles et d'engrais.

Il s'agissait, en principe, d'un coup de pouce pour les exportations russes. En fin de compte, cela n'a pas fonctionné car de nombreux acteurs s'inquiétaient d'éventuelles sanctions secondaires.

Il est important de rappeler que l'accord sur les céréales de la mer Noire est en fait constitué de deux accords : Kiev a signé un accord avec la Turquie et l'ONU, et la Russie a signé un accord distinct avec la Turquie.

Le couloir pour les transporteurs de céréales ne fait que 2 km de large. Les dragueurs de mines se déplacent en parallèle le long du couloir. Les navires sont inspectés par Ankara. Donc l'accord Kiev-Ankara-ONU reste en place. Il n'a rien à voir avec la Russie – qui, dans ce cas, n'escorte ni n'inspecte les cargaisons.

Ce qui change avec la Russie qui « suspend » son propre accord avec Ankara et l'ONU, c'est qu'à partir de maintenant, Moscou peut procéder comme bon lui semble pour neutraliser les menaces terroristes et même envahir et prendre le contrôle des ports ukrainiens : cela ne représentera pas une violation de l'accord avec Ankara et l'ONU.

Donc, à cet égard, cela change la donne.

Il semble qu'Erdogan ait parfaitement compris les enjeux et qu'il ait dit à Kiev, en termes très clairs, de bien se comporter. Rien ne garantit cependant que les puissances occidentales ne lanceront pas une nouvelle provocation en mer Noire. Ce qui signifie que tôt ou tard – peut-être au printemps 2023 – le général Armageddon devra se montrer à la hauteur. Cela signifie qu'il faudra avancer jusqu'à Odessa.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[No Pain, No Grain: Putin's Black Sea Comeback](#)

*Cet article en anglais a été publié initialement par [The Cradle](#)*

*Traduction [Réseau International](#)*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2022

---

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)